

**XXX^e ANNIVERSAIRE du CORPS D'ANIMATEURS CULTURELS
du MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

**LA CREATION du CORPS D'ANIMATEURS
au Ministère de l'Agriculture**

ENGREF 6/7 AVRIL 1995

ou

**LES EMINENTES VERTUS de L'ALLIANCE du CROISE
et du JACOBIN**

22

Jean-François CHOSSON
Professeur d'études politiques ENESAD
Bureau National de PEUPLE et CULTURE

La naissance de l'animation socio-culturelle au Ministère de l'Agriculture est le fruit d'un couple pervers des années 60 : la synergie provisoire, mais féconde entre le mouvement social d'éducation populaire. Création des Jacobins et le gaullisme modernisateur de la Vè République, porteur de la volonté des croisés de l'indépendance nationale. Mais, fort heureusement, la psychanalyse nous a appris que les couples pervers sont les couples les plus riches, et, ce XXXè anniversaire le prouve, les enfants les plus vigoureux. Expliquons-nous :

Le mouvement social d'éducation populaire puise ses racines dans « l'histoire longue » chère à Brandel. Les laïcs réfèrent à Condorcet et son combat pour que « la raison devienne populaire », les chrétiens à l'Encyclique Perum Novarum de Jean XIII -1891- et à la création de l'Association Catholique de la Jeunesse Française. Mais « ceux qui croyaient au ciel » et plus exactement, à la réconciliation de l'Eglise avec les valeurs de la République, et « ceux qui n'y croyaient pas » accueillent avec enthousiasme l'élection du Front Populaire. Dans le gouvernement dirigé par Léon Blum, homme de culture et héritier du socialisme humaniste de Jaurès, il est créé un sous-secrétariat d'Etat aux loisirs confié à Léo Lagrange, animateur avec Malraux et Kayser des Comités de vigilance des Intellectuels Antifascistes. Le nouveau Ministre, imaginatif et actif, est un spécialiste de Défense nationale, partisan des thèses du Général de Gaulle sur la nécessité d'une armée blindée dirigée par des professionnels, il combat les « pacifistes bélants » et sera; en septembre 1936 face à la menace allemande, l'un des promoteurs du plan de réarmement de 14 milliards sur quatre ans. Mais dès juin 36, il bouscule les administrations et prône une politique hardie d'éducation populaire afin que « le besoin de culture devienne une force identique à celle de la faim », (A.Artaud). Désormais l'Etat-Nation, se doit d'avoir une politique culturelle aux directions clairement affirmées, démocratique dans sa mise en oeuvre. Pourquoi ? Depuis trois ans Hitler est au pouvoir en Allemagne, son ministre de l'instruction du Peuple et de la Propagande, Goebbels, organise des cérémonies messianiques basées sur le culte du « sol et du sang », l'exaltation romantique de la race supérieure. Le 10 mai 1933, c'est l'holocauste des livres comporte . En Italie les hordes fascistes proclament leur volonté d'expansion sur le modèle des légions romaines. Face à cette puissance déferlante des idéologies les démocrates français peuvent-ils en rester au « soutien des Beaux-Arts » de la IIIè République, aux comices agricoles et aux bals du 14 juillet ? Léo Lagrange s'appuie résolument sur le mouvement associatif pour créer les conditions du rassemblement populaire autour des symboles qui constituent la singularité française, porteuse de valeurs universelles des Droits de l'Homme, contre la barbarie des esthétiques fascistes. La durée limitée du gouvernement de Front Populaire et les orages de la guerre d'Espagne ont lourdement hypothéquer les ambitions de ces nouvelles frontières, mais l'élan vital de la politique culturelle a cristallisé les énergies et les passions de la génération qui, en 1936, « allait au devant de la vie ... » Ces femmes et ces hommes ont choisi le combat qui orientera définitivement leur existence : la lutte obstinée contre les inégalités culturelles, par la voie associative, sous l'impulsion et avec l'appui d'un Etat-Nation garant de la continuité et de la cohérence de la démarche d'ensemble. En 1940 l'un des mortifères premiers actes du gouvernement Pétain est d'interdire aux juifs et aux Francs-Maçons le droit de s'associer et, en même temps, il crée des écoles de cadres qui deviendront au fil des mois des foyers de résistance. La plus importante est celle d'Uriage placée sous l'autorité d'un officier de tradition résolument anti-nazi, Dunoyer de Segonzac, de Pierre-Olivier de Marichard ancien du cabinet de Léo Lagrange et Hubert Beuve-Mery, directeur des études. Cette école reçoit les futurs hauts fonctionnaires, mais aussi les dirigeants des Maisons des jeunes, des Auberges de la Jeunesse. A partir de fin 1942 elle constitue l'ossature des « équipes volantes » qui porte leur message de liberté et d'espoir dans les maquis du Vercors. En 1945, l'espérance est grande. L'écrivain militant des années 36, Jean Guéhenno est nommé à la direction de

l'Education Populaire, et des inspecteurs issus de la résistance, dont Paul Harvois sont chargés de créer les infrastructures qui permettent de reconstituer par l'action culturelle, l'unité de la Nation au service de la modernisation. Mais dès 1947, la guerre froide étend sa chape de plomb et créer un clivage durable au sein du mouvement social. Le haut Commissariat aux Sports et à l'Education Populaire limite ses ambitions au proconsulat médiocre de Gaston Roux et la Ligue de L'Enseignement, hégémonique dans le camp laïc, se replier sur son pré-carré pour entreprendre des combats épisodiques contre les subventions aux écoles privées, désormais seul point de rencontre entre socialistes et communistes.

En 1958, le gaullisme modernisateur arrive au pouvoir imposé par les foules d'Alger et les militaires aux parlementaires de la IV^e République. Les responsables des mouvements d'Education Populaire sont résolument opposés aux nouveaux maîtres et en mai 58 ils défilent de la Bastille à la Nation sur le thème « le fascisme ne passera pas ... » Fait significatif = le nouveau secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports est surnommé Baldur, Von Schirach d'Hitler pour l'éducation artistique des masses. Dès le début de 1959 la Ligue de l'Enseignement et le Comité National d'Action Laïque se mobilisent contre la préparation de la loi Debré de contractualisation de l'Enseignement libre... et il n'en faut pas plus pour que les militants les plus ardents assimilent De Gaulle à Pétain et Malraux à Goebbels. Mais, fait capital le traité de Rome, signé en 1957, a scellé l'alliance européenne, et le général De Gaulle souhaite persévérer dans cette voie à condition que la France ait une position prééminente sur le plan économique et, par voie de conséquence, diplomatique. Il proclame comme en 1945, « l'ardente obligation du Plan » sous l'autorité de l'Etat, appuyé par les sept ministres-techniciens, acquis aux idées Keynésiennes, « Ruse de l'Histoire » selon Hegel : la génération, entrée dans la vie en 1936 qui portée par l'enthousiasme populaire, adhère avec ardeur à la politique enthousiaste et généreuse du gouvernement Léon Blum se trouve à l'âge mûr, en dialogue direct avec des grands commis ouverts et compétents, sous l'autorité d'un homme qui finit par imposer sa volonté aux colonels factieux et à l'Histoire au nom « d'une certaine idée de la France ». Dès septembre 1958, il affirme « la Nation française reflourira ou périra suivant que l'Etat aura ou n'aura pas assez de force, de constance, de prestige pour la conduire là où elle doit aller... » Malraux chante lyrique « de la culture affrontement avec le destin » crée le ministère des Affaires Culturelles avec Moinot et Holleaux qui d'emblée manifestent leur volonté de renouer avec les espérances du Front Populaire. Au secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports Maurice Herzog, appuyé par Olivier Philipp, fils d'André, créateur des Maisons des Jeunes, et Robert Bricet préparent la loi programme d'équipement socio-éducatif en associant le Haut Comité à la Jeunesse et à l'Education Populaire dont Pierre Mauroy est l'un des porte-paroles écoutés... et ce dernier, revenant sur ses premières préventions reconnaît dans le ministre « un vrai démocrate ». Dès la fin 1959 la loi-programme de promotion sociale est votée dans opposition. Elle impose un comité inter-ministériel, et un volet consacré au financement de la promotion collective pour la formation économique des dirigeants des syndicats. Au ministère de la Justice, l'ancien déporté Michelet, disciple de Péguy, entreprend une réforme du système pénitentiaire et du code pénal avec l'appui d'Hervé Bourges de « Témoignage Chrétien » et de Joseph Rovin, vice-président de Peuple et Culture. Au Commissariat au Plan le polytechnicien Massé confie la responsabilité de la commission de l'Equipement Culturel à Jacques Delors, dirigeant de Vie Nouvelle, et le sociologue Président de Peuple et Culture Joffre Dumazedier en est le principal animateur. Au ministre de l'Agriculture la loi d'orientation de 1960 est issue du dialogue direct entre le grand commis Dupont-Fauville, directeur du cabinet de Debré, et Michel Debatisse ex-président de la JAC devenu en 1956, président du CNJA, qui lui, appartient à la génération d'après guerre, et pour lequel le Front Populaire ne représente rien, sinon l'anticléricalisme viscéral de la SFIO de la

région de Thiers pour laquelle les jeunes paysans chrétiens ne sont qu'un rassemblement de papistes. Deux ans, plus tard Edgar Pisani, est nommé ministre de l'Agriculture et fait voter la loi complémentaire d'orientation comportant une relance de l'enseignement technique agricole, par un plan de 14 ans prévoyant un lycée agricole et trois collèges par département avec un centre de formation professionnelle annexé. Pour mettre en oeuvre ce programme ambitieux il appelle auprès de lui Jean-Michel Soupault ex-gouverneur de la France d'Outre Mer et Paul Harvois, militant de la Ligue en milieu rural dans les années 36, nommé inspecteur de l'éducation populaire par Jean Guéhenno en 1945. Ce trio place l'action culturelle au coeur de la dynamique de son action, en accordant une place privilégiée à la création. Chaque établissement comportera un centre socio-culturel animé par un personnel spécifique et un centre de perfectionnement et de promotion sociale pour adultes. Mais, il ne saurait être question d'attendre que tous les textes soient votés et les établissements sortis de terre pour recruter le dit personnel. La culture est une catégorie qui guide et oriente l'action. Pour cela une association est créée en 1965, le Groupe de Recherche pour l'Education et la Promotion (GREP) dont le président, Gilbert Martin, professionnel unanimement respecté a déjà à son actif le centre de formation des conseillers agricoles à Trie Chateau,... et les trois premières promotions sont recrutées hors de tout statut légal et protecteur pour une aventure s'apparentant plutôt à la conquête de l'Ouest qu'à une carrière administrative dûment balisée. Dans le même temps, le GREP prend en charge les premières formations d'ingénieurs aux méthodes de formation d'adultes et la politique de promotion sociale du ministère de l'Agriculture. Dans le cadre de la promotion collective, les associations culturelles sont agréées au même titre que les syndicats et organisations agricoles. Chaque année, les promotions sortantes des étudiants de l'enseignement agronomique sont réunies pendant deux semaines pour effectuer une réflexion exaltante sur le développement culturel de l'espace rural. Entre temps, l'idéal d'éducation populaire des années 36 porté par le mouvement social est devenu une politique publique de développement culturel sur les vertus conjointes de la planification et des sciences sociales appliquées. Au ministère de l'Agriculture, par delà les options économiques et les aléas politiques, la création du corps d'animateurs dans un ministère technique est significative de cette volonté des pouvoirs publics de constituer la culture en catégorie autonome. La Sainte-Alliance entre la génération de militants d'éducation populaire des années 36 et des grands commis porteurs de la politique volontariste de la Nation française qui reflurira ou périra suivant que l'Etat aura ou n'aura pas assez de force, de constance, de prestige, pour la conduire là où elle doit aller. (De Gaulle 4 septembre 1956)

La mise en ballottage du général De Gaulle en décembre 1965, causée en partie par les défections de l'électorat paysan, provoque un premier tournant du régime. Puis l'ouragan de mai 68 provoque « la grande peur des bien-pensants », et par delà l'arrivée à l'Assemblée Nationale d'une majorité d'ordre moral bien décidée à en découdre avec toute forme de contestations réelle ou imaginaire : Comiti, à la Jeunesse et aux Sports entame un long combat contre les Maisons des Jeunes. Jean Foyer au ministère de la Justice revient systématiquement sur les réformes de Michelet. Fort heureusement, Malraux reste Malraux pour proclamer le caractère inaliénable et sacré de la liberté de la Culture, et, par delà, sauver les Maisons de la Culture d'un pogrom intellectuel. Au ministère de l'Agriculture, toutes les conditions étaient réunies pour que les quatre promotions considérées comme nécessaires après la grande vague libertaire de ce mois de mai porteur d'illusions lyriques et de vraies transformations. Trois éléments ont permis de passer le cap qui s'annonçait difficilement surmontable :

- Tout d'abord le pouvoir central a du résister aux assauts de l'ordre moral. Après un épisode Robert Boulin, c'est Jacques Duhamel qui arrive au ministère de

- l'Agriculture. Centriste par vocation et négociateur par tempérament, c'est un homme de culture. Il est accompagné par Jacques Rigaud également passionné par la création dans toutes ses expressions... et ils n'accordent pas la moindre attention aux puissances vengeresses. Ils trouvent un appui ferme et sans défaillance auprès d'administrateurs qui, avec prudence et fermeté, maintiennent le cap hormis quelques concessions sémantiques dans des circulaires lénifiantes. Contrairement à quelques stéréotypes en vogue dans les cénacles parisiens des Sciences Sociales l'Appareil Idéologique d'Etat (AIE) dispose rarement d'une doctrine homogène et d'agents zélés pour la répandre, mais il s'agit d'un centre de décision contradictoire où les zones d'incertitude peuvent se révéler autant d'espace ouverts à l'initiative.

Par ailleurs, l'attitude responsable de la plus grande partie du corps d'animateurs qui avait su s'intégrer aux équipes d'établissements et faire oeuvre positive, en particulier les syndicats des personnels ont su résister aux tentations millénaristes des bouleversements fondamentaux, ces fleurs de mai qui n'en finissaient pas de vouloir s'épanouir au coeur de l'hiver... Mais, aussi aux tendances mortifères des théoriciens s'obstinant à vouloir prouver qu'il n'y avait pas d'autre voie que la subversion ou le conformisme obligé. « La liberté c'est la nécessité comprise, » avait dit Marx en son temps... Il est vrai que les syndicats ont été puissamment aidés par le fait que Harvois avait réussi à faire passer un statut tout à fait exceptionnel, permettant un recrutement diversifié et de larges possibilités de promotion. De ce fait le ministère de l'Agriculture était la seule administration offrant un statut de titulaire aux animateurs. Consulté, le ministère de la Jeunesse et des Sports avait émis de sérieuses réserves mais le ministère des Armées, par la voix du général Gambiez avait vigoureusement soutenu le projet. Etait-il possible de céder aux demandes pressantes de ceux qui voulaient supprimer ce corps alors que toutes les étapes statutaires avaient été franchies y compris aux Finances...

Mais troisième élément fondamental : la politique culturelle de l'espace rural, amorcée par quelques esprits innovateurs dans les années 60 prend son essor et s'amplifie. Au ministère, la direction de l'Aménagement encourage le financement de Foyers Ruraux par les Directions de l'Agriculture, la politique de rénovation rurale des années 70 et à partir de 72 les Plans d'Aménagement Ruraux ont un volet culturel, par delà les finalités économiques. La DATAR lance ses contrats de pays basés sur l'identité culturelle des régions naturelles et la commission de l'espace rural du VII^e plan met l'accent sur les fonctions patrimoniales et culturels de l'espace rural désormais devenu un enjeu de société !... L'enseignement technique agricole public, par son implantation et son rayonnement, n'a-t-il pas un rôle fondamental à jouer dans cet ensemble ? Les éléments les plus dynamiques de la DGER ont compris l'importance de l'enjeu et considèrent par delà quelques vaguelettes mineures, qu'il convient désormais de ne plus limiter les ambitions aux pierres de bornage des établissements mais contribuer à la mise en place d'une politique publique de l'espace rural en correspondance avec les nouveaux défis. De fait la nouvelle corporation d'animateurs sera certes majoritairement affectée dans les lycées mais éclatera dans les structures diversifiées : associations, parcs naturels, centres pour adultes, offices d'aménagement, chefs d'établissement... et certains d'entre eux accéderont aux postes les plus élevés de l'administration centrale. Les ferments anarchisants des années post 68 devenant ainsi les spécialistes écoutés de l'ingénierie culturelle à l'époque managériale n'était-ce pas là l'indice le plus sûr de l'honorabilité basée sur une expertise reconnue ?...

A priori qu'y-a-t-il de commun entre cette foule joyeuse et disparate qui, sous le gouvernement de Front Populaire en 1937, se pressait au pavillon des Provinces Françaises

pour inaugurer le Centre Rural et cette manifestation pour le XXX^e anniversaire de l'Animation Culturelle au ministère de l'Agriculture, rassemblant des enseignants ? Pourtant, si les méthodes et les contenus ont évolué la finalité demeure intangible : le combat pour une politique publique de la culture lutte contre les inégalités culturelles. Certes le droit à la différence peut et doit s'exprimer. Chaque groupe social a ses codes, ses langages, ses manifestations collectives. Mais la culture n'est pas seulement synonyme de volonté identitaire. Elle est aussi un arrachement, un imaginaire créateur, une confrontation à des modèles inaliénables qui transcendent le quotidien et nous permettent de combattre les préjugés, les routines, les fanatismes. Il revient à Georges Monnet, ministre de l'Agriculture en 1936, Puis à Tanguy Prigent en 1945 d'avoir conçu une politique spécifique pour le monde rural, en conciliant tradition et volonté de promouvoir la création vivante. L'espérance de 36 et 45 s'est institutionnalisée entre 60-65 par la conjonction féconde entre la génération militante du Front Populaire et la génération des grands commis porteurs de la volonté d'indépendance nationale par la puissance de l'économie et le rayonnement de la culture. Certes il eut été plus conforme à la logique marxiste de l'histoire que cette institutionnalisation de la voix des prophètes soit le fait d'un gouvernement de gauche mais « l'oiseau de Minerve ne s'envole qu'au crépuscule » MEGEL. C'est seulement aujourd'hui que l'historien s'aperçoit que les grandes périodes de notre histoire culturelle sont celles de l'alliance au sein de la nation de la mystique des croisés et des soldats de l'an II qui se sont répandus en Europe au nom de l'Egalité, des mousquetaires aristocrates et des révoltés de la Commune, des officiers de tradition et le « peuple de la nuit » l'uriage de la résistance. A l'heure où l'Europe se construit dans les contradictions et où les régions tendent à devenir des baronnies cette réflexion sur l'unité de la Nation à partir de principes universels se révèle féconde pour la génération qui entre dans la vie.

J.F. CHOSSON

Professeur d'études politiques ENESAD
Bureau National de Peuple et Culture